



Syndicat National des Personnels Techniques,
Administratifs et de Service
de l'Équipement et de l'Environnement

ministère de la transition écologique
ministère de la cohésion des territoires et des relations avec les
collectivités territoriales
ministère de la mer



Mûr de Bretagne,
le 8 octobre 2021

Fin du monde, fin du mois, fin du Ministère de l'écologie : pour la CGT, même combat !

La température monte, le nombre d'agents du ministère de l'écologie diminue, l'inflation s'envole, le point d'indice stagne, la misère explose.

Le gouvernement se répand en belles paroles, mais n'engage aucune politique qui permette d'améliorer les conditions de vie sur le plan social et environnemental. Les propositions de la convention citoyenne sur le climat ont été balayées d'un revers de main par le président Macron alors qu'elles auraient mérité d'être approfondies. Son plan de relance n'a d'écologique que le nom, c'est surtout 100 milliards de plus pour les entreprises du CAC 40, milliards qui ne manqueront pas d'alimenter les sociétés offshore et la fraude fiscale, comme celle révélée par le nouveau scandale des Pandora Papers.

À ce détournement d'argent public, s'ajoute, sous sa mandature, la suppression de plus de 6000 postes, soit plus de 10 % des effectifs du ministère et de ses établissements publics. En 2022, cette baisse se poursuit, avec encore 376 postes supprimés dans ce ministère et 50 postes dans ses établissements publics.

Sans service public, l'écologie n'est que verdissement des profits du capital et culpabilisation individuelle

La privatisation et la mise en concurrence des secteurs du transport, du logement et de l'énergie ne sont pas une solution, mais bien le problème.

La CGT dénonce le refus d'anticipation de certaines entreprises et industries, y compris dans le secteur agricole, agroalimentaire et du transport, et le refus d'investissement dans la formation professionnelle et le secteur recherche et développement, pour engager vraiment la nécessaire transformation de leur mode de production.

Elle soutient les salariés de ces entreprises et industries, lesquels ne sont pas coupables des décisions prises par leur direction, mais comme trop souvent, victimes de leurs choix et des vagues de licenciements qui en découlent.

La loi 3 DS dite de différenciation, déconcentration, décentralisation, et simplification va encore aggraver les inégalités territoriales tout en favorisant les despotismes locaux au service d'intérêts économiques particuliers.

Le gouvernement culpabilise les citoyens sur leurs choix individuels de mode de vie, alors que l'outil collectif de l'administration, d'études, recherche et planification qu'est le ministère de l'écologie est peu à peu détruit, comme les grands services publics qui ont permis l'équipement et le développement du pays (SNCF, EDF, PTT, organismes sociaux).

La CGT se bat pour poursuivre, renforcer et développer toutes les missions de terrain avec un haut niveau d'expertise locale pour garantir l'égalité de traitement au plus près des citoyens.

Augmenter le point d'indice est une nécessité

Les prix augmentent tellement que le SMIC a été revalorisé de 2,2 % au 1^{er} octobre 2021 après la hausse indécente de 0,99 % en début d'année.

Comme le SMIC, le point d'indice doit être revalorisé automatiquement afin de permettre à l'ensemble des agents le maintien de leur pouvoir d'achat. Pour rappel, des milliers d'agents de catégories C perçoivent une indemnité différentielle sans laquelle ils n'atteindraient pas le SMIC.

La CGT revendique un SMIC à 2000 euros brut et un rattrapage du point d'indice de 10 %. Les agents du ministère de l'écologie ont subi les baisses d'effectifs, toutes les réformes de désorganisation territoriale, la stagnation du point d'indice, les primes à la tête du client et maintenant, il en est de même pour les mutations et les promotions. Il s'agit là d'un véritable plan social permanent qui génère une perte de sens et de la souffrance au travail, et mène à une précarisation des emplois.

Le Syndicat National des Personnels Techniques Administratifs et de Service (SNPTAS CGT) du ministère de l'écologie, réuni en congrès, appelle les agents du ministère à se mobiliser avec tous ceux qui défendent une fonction publique au service de l'intérêt général, capable d'être à la hauteur des enjeux sociaux et environnementaux.

Pour cela nous avons besoin d'un ministère doté de moyens humains et financiers qui prenne en considération ses agents, avec un objectif clair de protection de l'environnement et des populations face aux appétits du capital qui organise le gaspillage et le pillage des ressources naturelles.

Le Congrès du SNPTAS-CGT,
Le 8 octobre 2021